

give favourable consideration to the first paragraph of the French proposal with some alterations.

The CHAIRMAN put the Venezuelan proposal to the vote.

*A vote was taken by roll-call as follows :*

*In favour :* Byelorussian Soviet Socialist Republic, Colombia, Czechoslovakia, Ethiopia, Guatemala, India, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Venezuela, Yugoslavia.

*Against :* Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Costa Rica, Cuba, Denmark, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, France, Greece, Honduras, Iceland, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Paraguay, Philippines, Sweden, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America.

*Abstaining :* Egypt, Iran, Iraq, Lebanon, Mexico, Pakistan, Panama, Peru, Saudi Arabia, Siam, Syria, Yemen.

*The Venezuelan proposal was rejected by 29 votes to 12, with 12 abstentions.*

Mr. STOLK (Venezuela) said that, in view of the statements made, before the vote, by the representative of the USSR, he felt that the representatives who had voted against his proposal had not tried to reconcile the point of view of the USSR and the other delegations. Such an attitude did not contribute to international co-operation.

Mrs. SEKANINOVA (Czechoslovakia) moved that the Committee should adjourn.

Mr. BEBLER (Yugoslavia) and Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics) supported the motion for adjournment in view of the need for detailed examination of all the proposals.

Mr. McNEIL (United Kingdom) opposed the motion for adjournment in view of the Committee's crowded agenda.

*The motion to adjourn was adopted by 36 votes to 9.*

The meeting rose at 7.40 p.m.

## EIGHTY-SIXTH MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Monday, 27 October 1947, at 11.15 a.m.*

*Chairman :* Mr. J. BECH (Luxembourg).

### 33. Continuation of the discussion on measures to be taken against propaganda and the inciters of a new war (documents A/BUR/86 and A/C.1/224)

The CHAIRMAN reminded the Committee that it now had before it only the USSR resolution

prête à considérer favorablement le premier paragraphe de la proposition de la France, moyennant quelques modifications.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition du Venezuela.

*Il est procédé au vote par appel nominal :*

*Volent pour :* Colombie, Éthiopie, Guatemala, Inde, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

*Volent contre :* Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Équateur, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Honduras, Islande, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, République Dominicaine, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine.

*S'abstiennent :* Arabie saoudite, Égypte, Irak, Iran, Liban, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Siam, Syrie, Yémen.

*Par 29 voix contre 12, avec 12 abstentions, la proposition du Venezuela tendant à la création d'une sous-commission de rédaction est rejetée.*

M. STOLK (Venezuela) estime, en raison des déclarations faites avant le vote par le représentant de l'URSS, que les représentants qui ont voté contre sa proposition n'ont pas essayé de concilier le point de vue de l'URSS et celui des autres délégations. Une telle attitude ne constitue pas une contribution à la collaboration internationale.

Mme SEKANINOVA (Tchécoslovaquie) propose d'ajourner la discussion.

M. BEBLER (Yougoslavie) et M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient la motion d'ajournement étant donné la nécessité d'étudier toutes les propositions en détail.

M. McNEIL (Royaume-Uni) s'oppose à la motion d'ajournement, étant donné l'ordre du jour surchargé de la Commission.

*Par 36 voix contre 9, la proposition d'ajournement est adoptée.*

La séance est levée à 19 h. 40.

## QUATRE-VINGT-SIXIÈME SÉANCE

*Tenue à Lake Success, New-York, le lundi 27 octobre 1947, à 11 h. 15.*

*Président :* M. J. BECH (Luxembourg).

### 33. Suite de la discussion sur les mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent (documents A/BUR/86 et A/C.1/224)

Le PRÉSIDENT rappelle à la Commission qu'elle n'est plus saisie que de la résolution de l'URSS

(document A/BUR/86) and the joint resolution submitted by Australia, Canada and France (document A/C.1/224).

Mr. ZEBROWSKI (Pologne) said that careful study of the two resolutions led his delegation to believe that there was a possibility of agreement, for both recognized the existence of warmongering and the consequent dangers to peace. With the idea of conciliation, he submitted an amendment to the first paragraph of the USSR resolution (document A/C.1/225).

Mr. BELT (Cuba) stated that he had previously opposed the USSR resolution as it seemed to censure Greece, Turkey and the United States of America. The Polish amendment, however, had changed his delegation's point of view. He would support the amendment if the USSR delegation would accept it.

Mr. EVATT (Australie) noted that paragraph 1 of the joint Australian, Canadian and French resolution had the same wording as the Polish amendment. As a matter of procedure, he suggested that that view should be expressed in the joint resolution rather than in the USSR resolution. He noted that the amendment dealt only with the first paragraph of that resolution and thought that the representative of Poland could accept it as a part of the joint resolution.

Mr. ZEBROWSKI (Pologne) replied that he favoured the USSR resolution and would support it, but, in order to secure general agreement, he proposed that the controversial first paragraph should be phrased as it was in the joint resolution and as suggested in the Polish amendment.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) said he believed that it was essential for the General Assembly, in condemning all war propaganda, to indicate where it originated. His delegation had accordingly phrased its first paragraph in what it believed to be a just and correct manner. A substitute paragraph had been submitted by the Polish delegation, as well as in the joint resolution, and he noted that both texts condemned war propaganda. His delegation thought the text was inadequate because it did not indicate the sources of war propaganda, and that it would be more effective to include reference to the countries where such propaganda was rampant. However, as the Polish amendment did condemn propaganda, which was the basic aim of the USSR delegation, and was calculated to calm vicious temperaments, his delegation was prepared to accept that amendment, despite its defects.

Mr. VAN LANGENHOVE (Belgium) said that, while the Polish amendment avoided the objections to the first paragraph of the USSR resolution, it retained the other paragraphs, and the objections to them remained. His delegation

et de la résolution commune de l'Australie, du Canada et de la France (document A/C.1/224).

M. ZEBROWSKI (Pologne) déclare qu'un examen attentif des deux résolutions a amené sa délégation à penser qu'il existait une possibilité d'accord car les deux résolutions reconnaissent l'existence d'une propagande de guerre et des dangers qui en découlent pour la paix. Il présente, dans une intention de conciliation, un amendement au premier paragraphe de la résolution de l'URSS (document A/C.1/225).

M. BELT (Cuba) déclare qu'il s'est précédemment prononcé contre la résolution de l'URSS car elle semblait condamner la Grèce, la Turquie et les États-Unis d'Amérique. Toutefois, l'amendement polonais a changé la manière de voir de sa délégation. Il appuiera cet amendement si la délégation de l'URSS l'accepte.

M. EVATT (Australie) fait remarquer que la rédaction du paragraphe 1 de la résolution commune de l'Australie, du Canada et de la France est la même que celle de l'amendement polonais. Il est d'avis, en ce qui concerne la procédure, que c'est la résolution commune plutôt que celle de l'URSS qui devrait exprimer cette idée. M. Evatt fait observer que l'amendement ne porte que sur le premier paragraphe de cette résolution et pense que le représentant de la Pologne pourrait accepter que cet amendement constitue une partie de la résolution commune.

M. ZEBROWSKI (Pologne) répond qu'il est favorable à la résolution de l'URSS et qu'il l'appuiera, mais, afin de permettre un accord général, il suggère que le premier paragraphe, qui fait l'objet de controverses, soit rédigé comme il l'est dans la résolution commune et comme le propose l'amendement polonais.

M. VYSHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime indispensable que l'Assemblée générale, en condamnant toute propagande de guerre, indique où elle a lieu. La délégation de l'URSS a donc rédigé le premier paragraphe de sa proposition de la manière qu'elle croyait être juste et correcte. Un nouveau texte de ce paragraphe figure tant dans l'amendement de la délégation de la Pologne que dans la résolution commune et il remarque que les deux textes condamnent la propagande de guerre. Sa délégation pense que le texte en question ne convient pas parce qu'il ne mentionne pas l'origine de la propagande de guerre et qu'il serait plus efficace d'incorporer dans la résolution la mention des pays dans lesquels cette propagande se donne libre cours. Toutefois, comme l'amendement polonais condamne en fait cette propagande, ce qui est le but essentiel recherché par la délégation de l'URSS, et comme il est conçu de manière à calmer les esprits haineux, cette délégation est disposée à accepter l'amendement malgré ses imperfections.

M. VAN LANGENHOVE (Belgique) déclare que l'amendement polonais, tout en échappant aux objections auxquelles donne lieu le premier paragraphe de la résolution de l'URSS, conserve les autres paragraphes de cette résolution et

would continue to oppose the USSR resolution and to favour the joint resolution.

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) said he was pleased that the Polish amendment had the same text as the joint resolution. He was also happy to know that the USSR delegation would accept it, but was less satisfied by their representative's explanation, which showed that considerable differences still existed. In his opinion, the Polish amendment was submitted in quite a different spirit from that in which the joint resolution was drafted, and had been set in a different context. If it remained within the USSR proposal, he would have to abstain. He suggested that it might be preferable for the USSR delegation to withdraw its proposal, since it supported the essential part of the joint resolution, and so make it easier to vote upon the main point.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) said, in reply, that his delegation was not prepared to withdraw its resolution in favour of the joint resolution. Despite the spirit of co-operation shown by the USSR delegation, the latter had not been consulted during the drafting of the joint resolution, which would have been the normal and courteous procedure in the circumstances. At the same time, he reserved the right to offer amendments to the joint resolution. His delegation had accepted the Polish amendment, not because it was the same as the joint resolution, but because they could agree to its content. The USSR delegation had raised the question of war propaganda, believed it was necessary to overcome all obstacles to ensure its condemnation by the United Nations, and would overlook subordinate questions. He was ready to accept the non-contentious Polish amendment, but would insist upon the other paragraphs of the USSR resolution. He would examine other aspects of the joint resolution subsequently, but, in the meantime, considered that the preamble would be acceptable with a minor drafting amendment.

Mr. KYROU (Greece) said he would vote against the Polish amendment, for the reasons given by the representatives of Belgium and France. While he considered the text of the amendment to be satisfactory, he thought the Committee should also take account of its spirit, which ran counter to principles with which it could agree.

Mr. BELT (Cuba) said that he would vote for the Polish amendment. The USSR proposal was constructive, but had the defect of containing specific charges. He gathered, however, that in accepting the Polish amendment, the USSR was withdrawing the charges. He suggested that a vote should be taken, paragraph by paragraph,

que les objections contre ces paragraphes subsistent. La délégation de la Belgique continuera à s'opposer à la résolution de l'URSS et à appuyer la résolution commune.

M. COUVE DE MURVILLE (France) déclare qu'il est heureux de constater que le texte de l'amendement polonais est le même que celui de la résolution commune. Il est également heureux d'apprendre que la délégation de l'URSS l'acceptera, mais il est moins satisfait des explications données par le représentant de cette délégation qui montrent que des divergences de vues importantes subsistent encore. L'amendement polonais a été, selon lui, présenté dans un tout autre esprit que celui dans lequel a été rédigée la résolution commune et il a été inséré dans un contexte différent. Si l'amendement demeure inclus dans le cadre de la proposition de l'URSS, le représentant de la France devra s'abstenir. A son avis il serait préférable que, puisqu'elle appuie la partie essentielle de la résolution commune, la délégation de l'URSS retirât sa proposition. Elle rendrait ainsi plus facile le vote sur le point le plus important.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond que sa délégation n'est pas disposée à retirer sa résolution en faveur de la résolution commune. En dépit de l'esprit de coopération dont fait preuve la délégation de l'URSS, cette délégation n'a pas été consultée au cours de la rédaction de la résolution commune, ce qu'il aurait été normal et courtois de faire en l'occurrence. En même temps, il se réserve de proposer des amendements à la résolution commune. Sa délégation a accepté l'amendement polonais, non pas parce qu'il est semblable à la résolution commune, mais parce qu'elle peut donner son assentiment au contenu de cet amendement. La délégation de l'URSS a soulevé la question de la propagande en faveur de la guerre, elle estime qu'il est nécessaire de surmonter tous les obstacles pour faire condamner cette propagande par les Nations Unies, et elle veut négliger les questions secondaires. M. Vychinsky est disposé à accepter l'amendement polonais qui ne donne pas lieu à contestations, mais il insiste sur le maintien des autres paragraphes de la résolution de l'URSS. Il examinera par la suite les autres aspects de la résolution commune, mais, en attendant, il estime que l'on peut accepter le préambule avec de légers changements de rédaction.

M. KYROU (Grèce) déclare qu'il votera contre l'amendement polonais, pour les raisons exposées par les représentants de la Belgique et de la France. Bien que jugeant le texte de l'amendement satisfaisant, il estime que la Commission devrait également tenir compte de l'esprit de cet amendement, qui est contraire aux principes qu'elle pourrait accepter.

M. BELT (Cuba) déclare qu'il votera pour l'amendement polonais. La proposition de l'URSS est de nature constructive, mais elle présente le défaut de contenir des accusations précises. Il estime toutefois qu'en acceptant l'amendement polonais, l'URSS retire les accusations. M. Belt propose que l'on vote sur chaque paragraphe

and advised that his delegation was in favour of the first paragraph of the USSR resolution, but against the third and fourth paragraphs.

Mr. ILSLEY (Canada) said that the USSR delegation had indicated that it would insist upon all other paragraphs in its resolution. Thus, if the Polish amendment were accepted, it would be in a certain context. If there were to be no other chance to vote for the substance of the Polish amendment, he would do so in the context offered. In the circumstances, however, he would either abstain or vote against. Regarding the remarks of Mr. Vyshinsky about the drafting of the resolution, he said that no discourtesy had been intended, but that it had been thought that any consultation would have been fruitless in view of the basic differences existing between the USSR resolution and the three others.

Mr. AUSTIN (United States of America) said he would oppose the amendment. Apart from its spirit, his delegation did not agree with its wording. It seemed to him to be a reiteration of the charges that had been made in the speeches and the resolution of the USSR. It would not improve international relations if those terms were accepted with the reservations made by Mr. Vyshinsky since, for propaganda purposes, the terms were unchanged. The charges that had been made could not be tolerated, and he would have to vote against any form of the USSR resolution. He trusted that his position would be understood and approved.

Mr. McNEIL (United Kingdom) said he was sincerely grateful to Mr. Vyshinsky for his co-operation and his spirit of compromise. Like Mr. Austin, he wished that no reservations had been made, but, in his opinion, the Committee should consider delegations' views in terms of tabled documents.

A problem arose for the Chairman which was not dealt with in the First Committee's standing orders. It would be desirable to prevent the Committee voting twice on the same amendment, and there were some delegations that would not accept the Polish amendment in one context but might accept it in another. The question was by whom that amendment had first been offered. His delegation had already said why the third and fourth paragraphs of the USSR resolution were not acceptable to it. It considered the fourth paragraph to be out of place, for although it was anxious to discuss disarmament, it believed that no decisions should be taken without full discussion. The idea of prohibition in the third paragraph was unacceptable in that form. He did not see how his delegation could oppose the first or second paragraphs, but, at the same time, it would be against the resolution as a whole.

Accordingly, he supported the French suggestion for the withdrawal of the USSR reso-

et il annonce que la délégation de Cuba se prononce en faveur du premier paragraphe de la résolution de l'URSS, mais contre les paragraphes 3 et 4.

M. ILSLEY (Canada) indique que la délégation de l'URSS a montré qu'elle insistera sur le maintien des autres paragraphes de sa résolution et que, en conséquence, si l'amendement polonais est accepté, il figurera au milieu d'un certain contexte. S'il ne devait pas y avoir d'autre possibilité de voter en faveur du fond de l'amendement polonais, il le ferait quel que soit le contexte. Toutefois, en l'occurrence, il s'abstiendra ou votera contre. En ce qui concerne les observations formulées par M. Vyshinsky à propos de la rédaction de la résolution, il déclare qu'il n'y a eu aucune intention de manquer à la courtoisie, mais qu'une consultation a été jugée inutile en raison des différences fondamentales qui existent entre la résolution de l'URSS et les trois autres.

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) déclare qu'il se prononcera contre l'amendement. En dehors de l'esprit de l'amendement, la délégation des États-Unis en désapprouve le texte. Il lui semble que ce texte répète les accusations formulées dans les discours et dans la résolution de la délégation de l'URSS. Les relations internationales ne seraient pas améliorées si ces termes étaient acceptés avec les réserves faites par M. Vyshinsky, étant donné qu'ils ont conservé leur effet de propagande. Les accusations portées ne peuvent être tolérées et M. Austin devra voter contre la résolution de l'URSS, quelle qu'en soit la forme. Il est persuadé que l'on comprendra et que l'on approuvera sa position.

M. McNEIL (Royaume-Uni) exprime sa sincère reconnaissance à M. Vyshinsky pour son esprit de coopération et de conciliation. De même que M. Austin, il aurait aimé qu'aucune réserve ne fût formulée, mais à son avis, la Commission doit envisager les vues des délégations telles qu'elles ressortent des documents présentés.

Le Président est aux prises avec un problème que le règlement de la Première Commission ne prévoit pas. Il conviendrait d'empêcher la Commission de voter deux fois sur le même amendement, mais certaines délégations qui n'accepteraient pas l'amendement polonais avec un certain contexte pourraient l'accepter avec un autre. Il s'agit de savoir qui a proposé cet amendement le premier. La délégation du Royaume-Uni a déjà exposé les raisons pour lesquelles les troisième et quatrième paragraphes de la résolution de l'URSS ne peuvent être acceptés. Elle estime que le quatrième paragraphe est hors de propos car, malgré son désir de discuter la question du désarmement, elle considère qu'aucune décision ne peut être prise sans qu'il soit procédé à une discussion détaillée. L'idée de l'interdiction formulée au troisième paragraphe n'est pas acceptable sous la forme dans laquelle elle est présentée. M. McNeil ne voit pas pour quelles raisons sa délégation pourrait s'opposer au premier ou au deuxième paragraphe, mais il demeure qu'elle se prononcerait contre l'ensemble de la résolution.

En conséquence, il appuie la proposition française demandant le retrait de la résolution

lution, since in its form it was unacceptable to many delegations, although they were indebted to the USSR delegation for raising the important issue.

Mr. SARPER (Turkey) said that he, too, would have thanked Mr. Vyshinsky for his conciliatory move, had the latter not added words in the spirit of the original first paragraph. His delegation would vote against the Polish amendment and the USSR resolution for the reasons given by Mr. Austin. If the delegations wished to condemn war propaganda, the joint resolution offered an excellent basis for discussion.

Mr. EVATT (Australia) endorsed the remarks of the representatives of Canada and France to the effect that their purpose had been to help the Committee. He considered that it was not the Chairman's function to rule an amendment out of order because it was taken from another text. The Committee should decide whether that was the right way to dispose of it.

He believed there was no question of prestige involved in insisting on the joint resolution, but, if the approach of the joint resolution was right, why not accept it? Parts of it were apparently acceptable — the preamble with some changes, and the first paragraph — but they should be set in the right context. He wished to assure Mr. Vyshinsky that no discourtesy had been intended and that the USSR would not lose in prestige by accepting the joint resolution. On the other hand, its proposal might be rejected because of the objections to the specific charges against three countries.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) was surprised that anyone should consider his remarks tendentious, inasmuch as he had accepted the Polish amendment. On the other hand, his delegation had been told that the amendment was satisfactory because it was the same as the joint resolution, but that it was not acceptable after all. It seemed that the amendment was good, but the authors were bad, and so the amendment became bad, which was scarcely logical. He believed it was the right of any delegation to say why it accepted any text: that he had done, just as the representative of Poland had stated why he had put the amendment forward.

Mr. Vyshinsky said he did not care which text was adopted, for, although he could criticize the amendment and show why the original text was better, he took a larger view, and would subordinate everything to condemning war propaganda. Accordingly, he would support the Polish amendment and believed that that move vitiated any charge of contentiousness. He was being

de l'URSS, car, dans la forme où elle a été présentée, elle est inacceptable pour beaucoup de délégations, bien que ces dernières soient redevables à la délégation de l'URSS d'avoir soulevé cette question importante.

M. SARPER (Turquie) déclare qu'il aurait, lui aussi, remercié M. Vychinsky pour son geste conciliant, si le représentant de l'URSS n'avait pas ajouté certaines paroles conçues dans l'esprit du premier paragraphe du texte primitif. Pour les raisons exposées par M. Austin, la délégation turque votera contre l'amendement proposé par la délégation de la Pologne et contre la résolution de la délégation de l'URSS. Si l'on veut condamner la propagande en faveur de la guerre, la résolution commune offre une excellente base de discussion.

M. EVATT (Australie) fait siennes les observations que les représentants du Canada et de la France ont formulées afin de préciser qu'ils avaient eu pour objet d'aider la Commission. Il estime qu'il n'appartient pas au Président de décider qu'un amendement ne sera pas pris en considération parce qu'il est extrait d'un autre texte. La Commission doit déterminer si cette solution est ou non celle qu'il convient de prendre.

M. Evatt pense que l'insistance apportée en faveur de l'adoption de la résolution commune n'est pas dictée par des considérations de prestige; cependant, si cette résolution traite la question de façon satisfaisante, pourquoi ne l'adopterait-on pas? Certaines parties de cette résolution paraissent pouvoir être acceptées: ce sont le préambule, avec certaines modifications, et le premier paragraphe; cependant il conviendrait de les insérer dans un texte approprié. M. Evatt tient à assurer M. Vychinsky que personne n'a eu l'intention de manquer de courtoisie et que l'URSS ne perdrait rien de son prestige en acceptant la résolution commune. Au contraire, la résolution qu'elle a proposée risque d'être écartée à cause de l'opposition que provoquent les accusations précises portées contre trois pays.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) est surpris que quelqu'un ait pu trouver tendancieuses les observations qu'il a présentées, puisqu'il a accepté l'amendement de la délégation polonaise. D'autre part, certains représentants ont déclaré à sa délégation que cet amendement était satisfaisant parce que son texte était identique à celui de la résolution commune, mais qu'en définitive il ne pouvait être accepté. Il semble que l'amendement soit bon, mais que ses auteurs ne le soient pas; l'amendement serait ainsi devenu mauvais, ce qui n'est guère logique. M. Vychinsky estime que toute délégation a le droit de faire connaître les motifs qui la déterminent à accepter tel ou tel texte; c'est ce qu'il a fait, tout comme le représentant de la Pologne a exposé pourquoi il proposait son amendement.

M. Vychinsky déclare que le texte qui sera adopté lui importe peu, car, bien qu'il puisse critiquer l'amendement et démontrer pourquoi le texte primitif est préférable, il se place à un point de vue plus large et subordonne tout à la condamnation de la propagande en faveur de la guerre. En conséquence, il appuiera l'amendement polonais; il estime que son attitude

asked to withdraw the rest of the resolution. However, Mr. McNeil favoured the second paragraph, and what would the Committee do with that? His delegation considered the third paragraph to be important, but had been told that censorship was unacceptable, although there was no mention of censorship.

It was said that the fourth paragraph was irrelevant; but in reality it was a very important point, for there was no sense in counteracting propaganda without trying to restrict armaments, and he believed it would weaken the Committee's argument if that point were not included. Moreover, the paragraph called for no decision, but merely urged the speedy execution of the General Assembly resolutions. The paragraph might have been irrelevant if concrete measures had been urged, but it only stressed the need for speed, which he considered relevant as a counter-propaganda measure. For those reasons, he regretted that he could not take the advice to withdraw his resolution.

Sir Carl BERENDSEN (New Zealand) said, with regard to procedure, that he presumed that the USSR resolution would be dealt with first, so that the Polish amendment would be the first one to be voted upon. That created no difficulty for him, as he agreed with the principle of the Polish amendment, but did not want it in the USSR resolution, with parts of which he disagreed.

The CHAIRMAN regretted the embarrassing position of some delegations with respect to the Polish amendment, but considered that to be unavoidable. The USSR resolution took precedence, as it was the original proposal, whereas the joint resolution had only been received the previous evening. As the representative of Cuba had requested a vote paragraph by paragraph, he proposed to take it.

Mr. McNEIL (United Kingdom) thought that the standing orders were inadequate and that it was necessary to ensure that the same substantive proposal could not be introduced twice; otherwise it would be possible for a defeated resolution to be reintroduced as an amendment to a subsequent resolution. However, since the amendment had been admitted, he would vote for it. He explained his previous remark that he would not vote against the second paragraph by adding that he would vote for it with one minor alteration. He would vote against the third and fourth paragraphs.

The CHAIRMAN put the Polish amendment to the vote.

*The Polish amendment to the first paragraph was rejected by 23 votes to 18 with 11 abstentions.*

The CHAIRMAN having announced that the first paragraph of the USSR resolution would next be put to the vote, Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet

réduit à néant toute imputation d'esprit de chicane. On lui demande de retirer le reste de la résolution. Cependant, M. McNeil se prononce en faveur du deuxième paragraphe; quelle sera la décision de la Commission à ce sujet? Selon la délégation de l'URSS, le troisième paragraphe est important, mais on y a objecté que la censure était inacceptable, encore que ce paragraphe ne parle point de la censure.

On a déclaré que le quatrième paragraphe n'a pas trait au sujet mais c'est vraiment là un point très important, car il est absurde de combattre la propagande sans tenter de limiter les armements; M. Vychinsky estime que la thèse de la Commission perdrait de sa force si cet alinéa n'est pas inséré. En outre, l'alinéa dont il s'agit n'appelle aucune décision, mais se borne à réclamer l'exécution rapide des résolutions de l'Assemblée. Cet alinéa aurait pu s'écarter du sujet s'il y avait été fait mention de mesures concrètes. Or, il ne fait que souligner la nécessité d'une action rapide, ce qui, selon M. Vychinsky, constitue une mesure opportune de contre-propagande. C'est pour ces motifs qu'il regrette de ne pouvoir suivre le conseil de retirer sa résolution.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) estime que, en ce qui concerne la procédure, il convient de statuer d'abord sur la résolution de l'URSS, afin que le premier amendement mis aux voix soit celui de la Pologne. Cette question ne présente, pour lui, aucune difficulté, puisqu'il accepte le principe de cet amendement; mais est opposé à ce que celui-ci soit incorporé au texte de la résolution de l'URSS, dont il n'approuve pas certaines parties.

Le PRÉSIDENT regrette que certaines délégations se trouvent dans une situation embarrassante à l'égard de l'amendement de la délégation de la Pologne, mais cela lui paraît inévitable. La résolution de l'URSS a priorité, car elle constitue le texte primitif, tandis que la résolution commune n'a été reçue que la veille au soir. Le représentant de Cuba a demandé que la résolution soit mise aux voix paragraphe par paragraphe. Le Président propose que l'on procède à ce vote.

M. McNEIL (Royaume-Uni) estime que le règlement est inapplicable et qu'il faut absolument veiller à ce que la même résolution de fond ne puisse pas être présentée deux fois. Autrement, une résolution écartée pourrait être proposée à nouveau sous forme d'amendement à une résolution ultérieure. Toutefois, puisque l'amendement a été admis, il le votera. Pour expliquer son observation précédente, selon laquelle il ne votera pas contre le deuxième paragraphe, il ajoute qu'il le votera compte tenu d'une légère modification. Il votera contre les troisième et quatrième paragraphes.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement polonais.

*Par 23 voix contre 18, avec 14 abstentions, l'amendement polonais au premier paragraphe est rejeté.*

Le PRÉSIDENT ayant annoncé alors qu'il va mettre aux voix le premier paragraphe de la résolution de l'URSS, M. VYCHINSKY (Union

Socialist Republics) stated that the USSR delegation felt that the original first paragraph of the USSR proposal should not be considered. There was no reason to vote on a question which had already been taken care of.

The CHAIRMAN proposed putting the second paragraph of the USSR resolution (document A/BUR/86) to the vote.

Mr. EVATT (Australia) made the point of order that the words "this type of" in line 2 of the paragraph linked that paragraph to the first paragraph. Since the first paragraph had been rejected, a vote on the second paragraph as drafted would be incorrect.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) declared that "propaganda" referred to in the second paragraph of the USSR resolution was the same propaganda referred to in paragraph 1 of the joint resolution. The paragraph merely stated agreed objectives of the United Nations and was wholly unobjectionable. He agreed to delete the words "this type of" to answer Mr. Evatt's objection.

Mr. McNEIL (United Kingdom) said that he could support the second paragraph if the words "and — even more so — support" were deleted. In his opinion no evidence adduced during the debate indicated "support" had been given by any Member to such propaganda.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) said that in his delegation's opinion such support had been given. However, the second paragraph referred to future support or toleration, which was contrary to the Charter and should be condemned.

Mr. ILSLEY (Canada) said that the word "toleration" was more objectionable than "support". If the second paragraph was read in conjunction with the third paragraph, it became clear that "toleration" meant failure to prosecute and was a violation of the Charter.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) replied that the intention of the second paragraph was to say that toleration or support of propaganda for a new war was contrary to the Charter. There was no mention of any criminal punishment.

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) declared that in view of the withdrawal of the first paragraph of the USSR resolution, the words "toleration" and "support" carried no connotation of condemnation and neither the substance of the second paragraph nor that of the amended first paragraph was objectionable. Since his delegation objected, to the whole resolution, however, he would abstain from voting on the second paragraph.

The CHAIRMAN put the second, third and fourth paragraphs of the USSR resolution to the vote successively.

des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare que la délégation de l'URSS estime qu'il n'y a pas lieu d'examiner le texte initial du premier paragraphe de la proposition de l'URSS. Il n'y a aucune raison de mettre aux voix une question qu'on a déjà traitée.

Le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix le deuxième paragraphe de la résolution de l'URSS (document A/BUR/86).

M. EVATT (Australie) présente une motion d'ordre et fait observer que les mots « cette sorte de », à la 2<sup>e</sup> ligne du deuxième paragraphe, le rattachent au précédent. Étant donné que le premier paragraphe a été repoussé, ce serait commettre une erreur que de mettre aux voix le deuxième paragraphe tel qu'il est rédigé.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la « propagande » mentionnée au deuxième paragraphe de la résolution de l'URSS est la même que celle à laquelle fait allusion le paragraphe 1 de la résolution commune. Le deuxième paragraphe de la résolution de l'URSS ne fait qu'énumérer des buts acceptés par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et ne contient rien à quoi l'on puisse s'opposer. Pour tenir compte de l'objection de M. Evatt, M. Vychinsky accepte de supprimer les mots « cette sorte de ».

M. McNEIL (Royaume-Uni) déclare qu'il est prêt à accepter le deuxième paragraphe si l'on supprime les mots « et, à plus forte raison, soutenir ». Il estime qu'on n'a apporté au cours des débats aucune preuve qu'un Membre des Nations Unies ait « soutenu » une telle propagande.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond que tel n'est pas l'avis de sa délégation. Toutefois, le deuxième paragraphe vise le soutien ou la tolérance futurs, qui sont contraires aux principes de la Charte et méritent condamnation.

M. ILSLEY (Canada) déclare que le mot « tolérer » soulève plus d'objections que le mot « soutenir ». Si on lit le deuxième paragraphe en le comparant avec le troisième paragraphe, il est clair que « tolérer » signifie négliger de poursuivre, ce qui constitue une violation de la Charte.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond que le deuxième paragraphe vise à affirmer que tolérer ou soutenir la propagande en faveur d'une nouvelle guerre est contraire aux principes de la Charte. Il n'est fait mention d'aucune sanction pénale.

M. COUVE DE MURVILLE (France) déclare qu'en raison du retrait du premier paragraphe de la résolution de l'URSS, les mots « tolérer » et « soutenir » n'impliquent aucune idée de condamnation ; il n'y a rien à redire, pour le fond, ni au deuxième paragraphe ni au texte amendé du premier paragraphe. Étant donné, toutefois, que la délégation française est opposée à l'ensemble de la résolution, M. de Murville s'abstiendra de voter sur le deuxième paragraphe.

Le PRÉSIDENT met aux voix, successivement, les deuxième, troisième et quatrième paragraphes de la résolution de l'URSS.

*The second paragraph was rejected by 28 votes to 9 with 18 abstentions.*

*The third paragraph was rejected by 42 votes to 6, with 6 abstentions.*

*The fourth paragraph was rejected by 40 votes to 7, with 7 abstentions.*

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) explained that his vote against the fourth paragraph did not imply opposition to reduction of armaments or to discussion of the subject, but simply his delegation's belief that the fourth paragraph was out of place in the resolution.

Mr. SARPER (Turkey), supported by Mr. LAWRENCE (Union of South Africa), requested a vote on the USSR resolution as a whole. The Turkish representative pointed out that, since the first paragraph of the USSR resolution mentioned Turkey, and the representative of the USSR had not specifically withdrawn his version of the first paragraph in favour of the Polish amendment, the condemnation of Turkey for warmongering in that paragraph remained to be clarified.

Mr. MCNEIL (United Kingdom) stated that, since all paragraphs had been rejected, there was no text left to vote upon.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic) thought Mr. Sarper's position resulted from a misunderstanding. The USSR, in accepting the Polish amendment, had withdrawn its first paragraph and dropped any reference to Turkey.

The CHAIRMAN ruled that the rejection of all four paragraphs of the USSR text had resulted in the rejection of the whole resolution. There would be no vote on the whole resolution, therefore, because there was no longer any text before the Committee.

#### CONSIDERATION OF JOINT RESOLUTION (DOCUMENT A/C.1/224) SUBMITTED BY AUSTRALIA, CANADA AND FRANCE IN PLACE OF THEIR THREE SEPARATE PROPOSALS (DOCUMENTS A/C.1/219, A/C.1/220 AND A/C.1/221)

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) expressed approval of the two paragraphs of the preamble. The USSR amendment to the second paragraph of the preamble (document A/C.1/226) was intended clearly to demonstrate opposition to the abuse of free speech in making propaganda for a new war, and to stress the importance of the struggle against propaganda for a new war.

Mr. EVATT (Australia) said that the USSR amendment was a good argument but that such an argument did not belong in the preamble. In his opinion, its substantive idea was covered in paragraph 1 of the operative part of the joint resolution.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) argued that the preamble to a reso-

*Par 28 voix contre 9, avec 18 abstentions, le deuxième paragraphe est rejeté.*

*Par 42 voix contre 6, avec 6 abstentions, le troisième paragraphe est rejeté.*

*Par 40 voix contre 7, avec 7 abstentions, le quatrième paragraphe est rejeté.*

M. COUVE DE MURVILLE (France) explique que son vote négatif au sujet du quatrième paragraphe n'implique pas qu'il s'oppose à la réduction des armements ou à la discussion de ce problème ; il signifie seulement que la délégation de la France estime que le quatrième paragraphe n'a pas sa place dans la résolution.

M. SARPER (Turquie), appuyé par M. LAWRENCE (Union Sud-Africaine), demande qu'on mette aux voix l'ensemble de la résolution de l'URSS. Le représentant de la Turquie fait observer que le premier paragraphe de la résolution de l'URSS fait allusion à la Turquie et que le représentant de l'URSS n'a pas formellement retiré en faveur de l'amendement polonais sa version du premier paragraphe ; il reste donc à élucider la question de la condamnation contenue dans le premier paragraphe, qui accuse la Turquie de bellicisme.

M. MCNEIL (Royaume-Uni) déclare que, tous les paragraphes ayant été repoussés, il ne reste plus de texte à mettre aux voix.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime que l'attitude de M. Sarper est le résultat d'un malentendu. En acceptant l'amendement polonais, l'URSS a retiré le paragraphe 1 de sa résolution et abandonné toute allusion à la Turquie.

Le PRÉSIDENT déclare que le rejet des quatre paragraphes du texte proposé par l'URSS équivaut au rejet de la résolution tout entière. En conséquence, la résolution dans son ensemble ne sera pas mise aux voix puisque la Commission n'est plus saisie d'aucun texte.

#### EXAMEN DE LA RÉOLUTION COMMUNE (DOCUMENT A/C.1/224) SOUMISE PAR L'Australie, LE CANADA ET LA FRANCE POUR REMPLACER LEURS TROIS PROPOSITIONS SÉPARÉES (DOCUMENTS A/C.1/219, A/C.1/220 et A/C.1/221).

M. VYSHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) annonce qu'il approuve les deux paragraphes du préambule. L'amendement au deuxième paragraphe du préambule, proposé par l'URSS (document A/C.1/226), tend à affirmer nettement l'opposition à l'abus qu'on fait de la liberté de parole pour mener une propagande en faveur d'une nouvelle guerre, et à souligner l'importance de la lutte contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre.

M. EVATT (Australie) déclare que l'amendement proposé par l'URSS contient un principe de valeur, mais que ce principe n'a pas sa place dans le préambule. De l'avis de M. Evatt, l'idée essentielle qui inspire cet amendement est contenue dans le paragraphe 1 du dispositif de la résolution commune.

M. VYSHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le préambule

lution should explain the motivation for its operative parts, and that the preamble of the joint resolution in itself contained arguments. The USSR amendment would make the preamble clearer by showing not only approval of the freedom of speech endorsed by the Charter, but also disapproval of abuse of that freedom of speech to encourage war in contradiction to the obligations of Article 2, paragraphs 3 and 4. The fundamental right of free speech ought not to be used merely for the preaching of peace, but for active fighting against propaganda for a new war.

Mr. EVATT (Australia) replied that the words of the amendment were not in the Charter. Mr. Vyshinsky's interpretation of how the freedom of speech should be used was generally correct, but was an interpretation of the Charter and hence controversial and out of place in the preamble. Its substance appeared in paragraph 1 of the operative part of the joint resolution.

Mr. LAWRENCE (Union of South Africa) said that approval of the amendment might imply that the Committee had found, as a fact, that freedom of speech had been used to incite war, and might involve some sort of verdict against the United States, Greece and Turkey.

The CHAIRMAN put the first paragraph of the preamble of the joint resolution (document A/C.1/224) to the vote.

*The first paragraph of the preamble was adopted unanimously.*

Mr. ZEBROWSKI (Pologne) proposed that, in order to avoid involving any question of interpretation of the Charter, the USSR text should be amended by the insertion of the words "and on the understanding that this freedom" for the word "which" in line 3.

Mr. EVATT (Australia) objected that that amendment, like that of the USSR, was controversial and its substance was covered in paragraph 1 of the operative part of the joint resolution.

The CHAIRMAN put to the vote the USSR amendment to the second paragraph of the preamble, as amended by the Polish representative.

*The amendment was rejected by 30 votes to 6, with 15 abstentions.*

Mr. AUSTIN (United States of America) proposed the amendment of line 2 of the second paragraph of the preamble by substituting the words "which include" for the word "including". His purpose was to clarify the paragraph and avoid the impression that the phrase "including freedom of expression" was quoted from the Charter.<sup>1</sup>

Mr. EVATT (Australia) and Mr. COUVE DE MURVILLE (France) accepted the amendment.

<sup>1</sup> All amendments submitted by the United States delegation to the joint resolution are included in document A/C.1/228.

d'une résolution doit en justifier le dispositif et que le préambule de la résolution commune énonce lui-même des principes. L'amendement proposé par l'URSS rendrait plus clair le préambule, non seulement en faisant mention du principe de la liberté de parole proclamé par la Charte, mais encore en condamnant l'abus qu'on fait de cette liberté pour inciter à la guerre, contrairement aux obligations qui découlent des paragraphes 3 et 4 de l'Article 2. Le droit fondamental que représente la liberté de parole ne doit pas être exercé seulement pour prêcher la paix mais aussi pour combattre activement la propagande en faveur d'une nouvelle guerre.

M. EVATT (Australie) répond que les termes de l'amendement ne figurent pas dans la Charte. M. Vyshinsky donne une interprétation généralement correcte de l'emploi de la liberté de parole, mais puisqu'il s'agit d'une interprétation de la Charte, elle est discutable et n'a pas sa place dans le préambule. Les idées fondamentales qui l'inspirent figurent dans le paragraphe 1 du dispositif de la résolution commune.

M. LAWRENCE (Union Sud-Africaine) déclare qu'en approuvant l'amendement, la Commission pourrait laisser entendre qu'elle a pu vérifier que la liberté de parole a été utilisée pour inciter à la guerre et qu'elle rend une sorte de verdict contre les États-Unis, la Grèce et la Turquie.

Le PRÉSIDENT met aux voix le premier paragraphe du préambule de la résolution commune (document A/C.1/224).

*A l'unanimité, ce paragraphe est adopté.*

M. ZEBROWSKI (Pologne) propose que, afin d'éviter de faire intervenir toute question d'interprétation de la Charte, le texte de l'URSS soit amendé en y remplaçant, à la cinquième ligne, le mot « qui » par les mots « et étant entendu que cette liberté ».

M. EVATT (Australie) s'oppose à cet amendement en faisant valoir que, comme celui de l'URSS, il prête à controverse et que ses points essentiels sont prévus au paragraphe 1 du dispositif de la résolution commune.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de l'URSS au second paragraphe du préambule tel qu'il a été modifié par le représentant de la Pologne.

*Par 30 voix contre 6, avec 15 abstentions, cet amendement est rejeté.*

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) propose que la deuxième ligne du second paragraphe du préambule soit amendée en remplaçant les mots « y compris » par les mots « notamment de ». Cet amendement a pour objet de donner plus de précision au paragraphe et d'éviter de laisser à entendre que la phrase « y compris la liberté de s'exprimer » est une citation de la Charte<sup>1</sup>.

M. EVATT (Australie) et M. COUVE DE MURVILLE (France) acceptent l'amendement.

<sup>1</sup> Tous les amendements que la délégation des États-Unis a proposés d'apporter à la résolution conjointe sont inclus dans le document A/C.1/228.

The CHAIRMAN put the second paragraph of the preamble to the vote.

*The second paragraph of the preamble was adopted by 55 votes to none, with 1 abstention.*

The CHAIRMAN put paragraph 1 of the operative part of the joint resolution to the vote.

*Paragraph 1 was adopted by 55 votes to none, with 1 abstention.*

Mr. AUSTIN (United States of America) proposed the amendment of the first line of paragraph 2 by inserting at its end "within its constitutional limitations".

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) declared that the amendment was quite unnecessary, since the appropriate steps to be taken by each State must inevitably conform to its constitution.

Mr. AUSTIN (United States of America) said that the phrase "appropriate steps" was too flexible by itself. What one State considered appropriate might be regarded by another as inappropriate.

Mr. EVATT (Australia) and Mr. ILSLEY (Canada) thought the amendment unnecessary.

Mr. McNEIL (United Kingdom) said he could understand Mr. Austin's fear that the word "appropriate" might be interpreted in such a way as to trouble some countries legally. He proposed its deletion.

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) agreed that the United States amendment might be superfluous, but saw no reason to oppose its addition.

Mr. AUSTIN (United States of America) opposed the deletion of the word "appropriate" on the ground that it provided some sort of guide to the "steps" to be taken. In his opinion no steps would be "appropriate" which were not within a State's constitutional limits.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) argued that the insertion of the United States amendment would constitute a bad precedent since its insertion in one resolution would make necessary its insertion in every resolution.

The CHAIRMAN put to the vote the first line of paragraph 2, as amended by the United States delegation.

*The first line, as amended, was adopted by 22 votes to 17, with 14 abstentions.*

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) proposed the amendment of paragraph 2 (a) by inserting at its beginning the words "to counteract such propaganda as well as" (document A/C.1/227). Its purpose was to permit Governments actively to counteract war propaganda.

Mr. CASTRO (El Salvador) considered the USSR amendment objectionable in its purpose. Para-

Le PRÉSIDENT met aux voix le second paragraphe du préambule.

*Par 55 voix contre zéro, avec une abstention, ce paragraphe est adopté.*

Le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 1 du dispositif de la résolution commune.

*Par 55 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 1 est adopté.*

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) propose que la première ligne du paragraphe 2 soit amendée en ajoutant, à la fin, les mots « dans le cadre de sa constitution ».

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que l'amendement est absolument inutile, les mesures appropriées que chaque État est invité à prendre devant nécessairement être conformes à sa constitution.

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) répond que l'expression « mesures appropriées » est, par elle-même, trop vague. Il se peut que ce qui paraît approprié à tel ou tel État, ne le soit pas selon un autre.

M. EVATT (Australie) et M. ILSLEY (Canada) estiment que l'amendement n'est pas nécessaire.

M. McNEIL (Royaume-Uni) déclare qu'il comprend bien la crainte de M. Austin de voir le mot « appropriées » interprété de telle façon qu'il pourrait, du point de vue juridique, gêner certains pays. Il propose que ce mot soit supprimé.

M. COUVE DE MURVILLE (France) reconnaît que l'amendement des États-Unis peut être superflu, mais il ne voit aucune raison de s'opposer à ce qu'il soit ajouté au texte.

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) s'oppose à la suppression du mot « appropriées » en faisant valoir que ce mot fournit une certaine indication sur la nature des « mesures » à prendre. À son avis, aucune mesure ne serait « appropriée » si elle n'était pas prise dans le cadre de la constitution d'un État.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rétorque que l'addition proposée par les États-Unis constituerait un précédent fâcheux. En effet, si l'on ajoutait ces mots à une résolution, il faudrait les ajouter à toutes les résolutions.

Le PRÉSIDENT met aux voix la première ligne du paragraphe 2 telle qu'elle a été amendée par la délégation des États-Unis.

*La première ligne ainsi amendée est adoptée par 22 voix contre 17, avec 14 abstentions.*

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que l'alinéa 2 a) soit amendé en y ajoutant, au début, les mots « pour combattre une telle propagande et pour » (document A/C.1/227). Cet amendement a pour objet de permettre aux gouvernements de combattre activement la propagande en faveur de la guerre.

M. CASTRO (Salvador) estime qu'il y a lieu de s'opposer à l'amendement de l'URSS étant

graph 2 (b) of the joint resolution showed the proper way to counteract war propaganda.

Mr. EVATT (Australia) agreed with Mr. Castro. The purpose of the resolution was positive action to promote friendly relations and not to set in motion any specific chain of counter-propaganda.

The CHAIRMAN put to the vote the USSR amendment (document A/C.1/227) to paragraph 2 (a) of the joint resolution.

*The amendment was rejected by 34 votes to 8, with 10 abstentions.*

*Paragraphs 2 (a) and 2 (b) were both adopted by 56 votes to none.*

Mr. AUSTIN (United States of America) proposed the amendment of paragraph 3 by substituting for its final clause the following: "as being relevant to the discussion of item 2 (d) of its provisional agenda." The purpose of that amendment was to co-ordinate the Assembly's resolution with the agenda of the Conference on Freedom of Information.

Mr. EVATT (Australia) saw no reason why the First Committee should try to tell the Conference to what part of its work the present resolution was relevant. In addition, if the resolution were a serious one, he thought the Conference should be requested to "consider methods for carrying out" its purposes.

Mr. ILSLEY (Canada) felt that the existing text was preferable, as it sought the assistance of the Conference.

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) thought the existing draft preferable, as it would avoid bothering the Committee with the agenda of the Conference.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) regarded the United States amendment, and in fact the whole of paragraph 3, as unnecessary.

In the first place, the resolution's reference to the Conference was in contradiction to the request in paragraph 2 to Members to take "appropriate steps", regardless of what attitude that Conference might take, and also meant that all Members would wait upon the Conference's action.

In the second place the Conference should decide its own agenda. Reference of the resolution might force resumption of the discussion in the Committee following any action by the Conference.

Mr. McNEIL (United Kingdom) replying to Mr. Vyshinsky's remarks, said that the resolution did not suggest inaction by the Members until after the Conference should have considered

donné son objet. L'alinéa 2 b) de la résolution commune indique la voie qu'il convient de prendre pour combattre la propagande en faveur de la guerre.

M. EVATT (Australie) se déclare d'accord avec M. Castro. La résolution a pour objet d'assurer que des mesures positives seront prises pour favoriser les relations amicales et non pas de déclencher tel ou tel mouvement de contre-propagande.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de l'URSS (document A/C.1/227) à l'alinéa 2 a) de la résolution commune.

*Par 34 voix contre 8, avec 10 abstentions, cet amendement est rejeté.*

*Les alinéas 2 a) et 2 b) sont adoptés l'un et l'autre par 56 voix contre zéro.*

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) propose d'amender le paragraphe 3 en remplaçant le dernier membre de phrase, « en recommandant... », par les mots suivants: « comme relevant de l'examen du point 2 d) de son ordre du jour provisoire ». Cet amendement a pour objet de coordonner la résolution de l'Assemblée et l'ordre du jour de la Conférence sur la liberté de l'information.

M. EVATT (Australie) ne voit aucune raison valable pour que la Première Commission se charge d'indiquer à la Conférence la partie de ses travaux à laquelle se rapporte la présente résolution. En outre, si la résolution est importante, il estime qu'on devrait demander à la Conférence d'étudier les méthodes qui permettraient d'atteindre les buts de cette résolution.

M. ILSLEY (Canada) est d'avis que le texte actuel est préférable car il sollicite le concours de la Conférence.

M. COUVE DE MURVILLE (France) estime également que le texte actuel est préférable, car la Commission n'aurait pas à s'occuper de l'ordre du jour de la Conférence.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) considère que l'amendement des États-Unis, et, en réalité, le paragraphe 3 tout entier, sont inutiles.

En premier lieu, le fait de communiquer la résolution à la Conférence contredit l'invitation qui, au paragraphe 2, est faite aux États Membres de prendre « des mesures appropriées », indépendamment de l'attitude que cette Conférence pourrait adopter; cela signifie également que tous les États Membres attendront les mesures que la Conférence décidera de prendre.

En second lieu, il appartiendra à la Conférence d'établir elle-même son ordre du jour. Si l'on communiquait la résolution à la Conférence, cela pourrait obliger la Commission à reprendre la discussion de la question à la suite de toute mesure que la Conférence aura prise.

M. McNEIL (Royaume-Uni) déclare, en réponse aux observations de M. Vychinsky, que la résolution ne suppose pas que les Membres doivent rester inactifs jusqu'à ce que la Conférence

methods to implement it. Paragraph 3 was certainly not intended to delay action. It was true that the Assembly might choose to reconsider the problem after the Conference had acted, but the resolution made no such action obligatory.

Mr. EVATT (Australia) proposed, as a compromise, the deletion of the entire last clause of paragraph 3 after the word "information". He would be satisfied with communicating the resolution to the Conference without indicating either its precise relevance to their work or asking for a recommendation to the General Assembly.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic) thought that the Australian proposal made paragraph 3 still less acceptable. The first part of the resolution tended to divert an important problem into a file cabinet. To transmit paragraph 3 as mere information would result in undermining that important resolution, and in fact would also affect the rights of the Assembly itself. The Ukrainian delegation could accept neither the Australian amendment nor the paragraph as a whole.

Mr. COUVE DE MURVILLE (France) analysed the substance of the resolution. Paragraph 1 clearly condemned war propaganda; paragraphs 2 and 3 contemplated two different means of implementing that principle: (1) a request to Members to take appropriate steps and (2) a request to the Conference on Freedom of Information to consider methods for carrying it out. The latter part implied no intention of delaying implementation of the resolution. His delegation considered it desirable.

The United States amendment was unobjectionable, on the understanding that the transmission of the resolution was no idle gesture but a request for action.

Mr. ILSLEY (Canada) agreed with the remarks of the French representative.

The representative of the UNITED STATES OF AMERICA having agreed to accept the Australian suggestion, the CHAIRMAN put to the vote paragraph 3 as amended by the Australian delegate, to the effect that the last paragraph should end with the word "information".

*The paragraph, as amended, was adopted by 45 votes to 6.*

The CHAIRMAN then put to the vote by roll-call the amended joint resolution as a whole.

*The resolution was adopted unanimously, with 56 votes in favour, one member, Haiti, being absent.*

The CHAIRMAN stated that the Rapporteur would report accordingly to the General Assembly.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) asked that the records should state that paragraph 1 of the USSR draft resolution

ait pu examiner les moyens de l'appliquer. Le paragraphe 3 ne vise certainement pas à différer les mesures à prendre. Il est exact que l'Assemblée décidera peut-être de reprendre l'examen du problème lorsque la Conférence aura pris des mesures, mais la résolution ne rend pas une telle décision obligatoire.

M. EVATT (Australie) propose, à titre de compromis, de supprimer la fin du paragraphe 3 à partir du mot « information ». Il lui semble suffisant de communiquer la résolution à la Conférence sans en indiquer le rapport précis avec ses travaux et sans demander l'envoi d'une recommandation à l'Assemblée générale.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) pense que la proposition du représentant de l'Australie rend le paragraphe 3 encore moins acceptable. La première partie de la résolution tend à faire classer aux archives un problème important. La transmission du paragraphe 3 à titre d'information pure et simple aurait pour résultat d'affaiblir cette importante résolution à la base et, en fait, porterait également atteinte aux droits de l'Assemblée elle-même. La délégation de l'Ukraine ne peut accepter ni l'amendement de l'Australie ni le paragraphe dans son ensemble.

M. COUVE DE MURVILLE (France) analyse le fond de la résolution. Le paragraphe 1 condamne clairement la propagande en faveur de la guerre et les paragraphes 2 et 3 envisagent deux manières différentes d'appliquer ce principe: 1) en invitant les États Membres à prendre des mesures appropriées et 2) en demandant à la Conférence sur la liberté de l'information d'envisager les méthodes de mise en application. Cette dernière partie n'implique aucune intention de retarder l'application de la résolution. La délégation considère que l'adoption de cette partie est souhaitable.

L'amendement des États-Unis ne prête à aucune objection s'il est entendu que le fait de transmettre la résolution ne constitue pas un geste vain mais bien une demande d'action.

M. ILSLEY (Canada) est d'accord avec le représentant de la France.

Le représentant des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ayant fait connaître qu'il acceptait la proposition de l'Australie, le PRÉSIDENT met aux voix le paragraphe 3 amendé par le représentant de l'Australie, c'est-à-dire finissant sur le mot « information ».

*Le paragraphe ainsi amendé est adopté par 45 voix contre 6.*

Le PRÉSIDENT fait ensuite procéder au vote par appel nominal de l'ensemble de la résolution commune sous sa forme amendée.

*La résolution est adoptée à l'unanimité par 56 voix, un membre, Haïti, étant absent.*

Le PRÉSIDENT déclare que le Rapporteur rendra compte à l'Assemblée générale en conséquence.

M. VYSHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le compte rendu mentionne que le paragraphe 1 du projet de

(document A/BUR/86) had not been voted on, in view of the fact that the USSR delegation had voted in favour of the Polish amendment.

Mr. SARPEN (Turkey) stated that it was for that reason that he had asked for a vote on the USSR resolution as a whole.

Mr. McNEIL (United Kingdom) noted that Mr. Vyshinsky had withdrawn paragraph 1 of the USSR resolution because, as he had explained, he wished to substitute the text of the Polish amendment. That paragraph, therefore, became paragraph 1 of the resolution that was put to the vote. There could be no question of recording the fact that Mr. Vyshinsky did not ask for a vote upon a text which was not before the Committee. There was no text before the Committee, and there was therefore no vote upon it.

Mr. KYROU (Greece) reminded the Committee that there had been no vote on the first paragraph of the USSR resolution because Mr. Vyshinsky had withdrawn it. He therefore supported Mr. Sarper's request.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) outlined what had happened. The Polish delegation had submitted a certain amendment to replace paragraph 1, the USSR delegation had accepted the amendment, and paragraph 1 in the USSR draft had not been voted upon. That fact should be put in the record.

Mr. SARPEN (Turkey) said he had wished that the USSR resolution, which condemned the United States, Turkey and Greece, should be voted down, and that was precisely what Mr. Vyshinsky did not want. It would be fair to give to those countries the chance to ask the Committee to vote down the resolution as a whole.

Mr. CASTRO (El Salvador) said that the withdrawal by the USSR delegation of the first paragraph of its resolution, at the same time as its acceptance of the Polish amendment, obviously implied the withdrawal of the whole of the content of that paragraph, including the accusations against the United States of America, Turkey and Greece. He hoped that explanation would satisfy Mr. Sarper.

Mr. KYROU (Greece) said that the resolution had not been put to a vote as a whole, because of the general belief that the representative of the USSR had withdrawn the first paragraph of his proposal. Since that now seemed not to have been the case, he requested a vote.

The CHAIRMAN said that, when the Committee had voted on the first paragraph, the USSR text had been withdrawn, *de facto* at least, by virtue of Mr. Vyshinsky's statement that he wanted to support the Polish amendment. His refusal to permit a vote on the whole USSR resolution, in view of the fact that its four paragraphs, including paragraph one, had been rejected in four votes, had been specifically stated for the record at the request of Mr. Austin. Since the first paragraph

résolution de l'URSS (document A/BUR/86) n'a pas été mis aux voix, la délégation de l'URSS ayant voté en faveur de l'amendement polonais.

M. SARPEN (Turquie) dit que c'est la raison pour laquelle il a demandé qu'on mette aux voix la résolution de l'URSS dans son ensemble.

M. McNEIL (Royaume-Uni) fait observer que M. Vychinsky a retiré le paragraphe 1 de la résolution de l'URSS parce que, comme il l'a expliqué, il désirait y substituer le texte de l'amendement polonais. Ce paragraphe est donc devenu le paragraphe 1 de la résolution qui a été mise aux voix. Il ne saurait être question de mentionner au procès-verbal que M. Vychinsky n'a pas demandé la mise aux voix d'un texte qui n'a pas été soumis à la Commission. La Commission n'a été saisie d'aucun texte et, par conséquent, il n'y a eu aucun vote sur ce point.

M. KYROU (Grèce) rappelle à la Commission qu'on n'a pas mis aux voix le premier paragraphe de la résolution de l'URSS parce que M. Vychinsky l'a retiré. Il appuie donc la demande de M. Sarper.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle ce qui s'est passé : La délégation de la Pologne a soumis un certain amendement destiné à remplacer le paragraphe 1. La délégation de l'URSS a accepté l'amendement, et le paragraphe 1 du projet de l'URSS n'a pas été mis aux voix. Ce fait devrait figurer au procès-verbal.

M. SARPEN (Turquie) dit qu'il désirait que la résolution de l'URSS, qui portait condamnation des États-Unis, de la Turquie et de la Grèce, fût mise aux voix et repoussée, ce que précisément M. Vychinsky ne veut pas. Il serait juste de donner aux pays mis en cause la possibilité de demander à la Commission de repousser la résolution dans son ensemble.

M. CASTRO (Salvador) dit que la délégation de l'URSS en retirant le premier paragraphe de sa résolution et en acceptant en même temps l'amendement polonais, retirait évidemment tout le contenu de ce paragraphe, y compris les accusations portées contre les États-Unis d'Amérique, la Turquie et la Grèce. Il espère que M. Sarper sera satisfait de cette explication.

M. KYROU (Grèce) dit que la résolution n'a pas été mise aux voix dans son ensemble parce que tout le monde croyait que le représentant de l'URSS avait retiré le premier paragraphe de sa proposition. Comme cela ne semble pas avoir été le cas, il réclame un vote.

Le PRÉSIDENT dit que, lorsque la Commission a voté le premier paragraphe, le texte de l'URSS avait été retiré, du moins en fait, en vertu de la déclaration par laquelle M. Vychinsky avait appuyé l'amendement polonais. Son refus de laisser mettre aux voix l'ensemble de la résolution de l'URSS parce que les quatre paragraphes, y compris le paragraphe 1, en avaient été rejetés au cours de quatre scrutins a été expressément consigné au procès-verbal sur la demande de

had been withdrawn and rejected, he therefore ruled against the request of the representative of Turkey for a vote on the resolution as a whole.

Mr. SARPER (Turkey) asked, in view of the Chairman's ruling, that the record should indicate that the paragraph had not been voted upon because it had been withdrawn by the USSR representative. The fact of its withdrawal was an important addition to the record requested by the USSR representative.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) restated his understanding of what had happened. The Polish delegation had submitted its amendment, which had been designed to replace the first part of the USSR resolution. The USSR delegation had accepted that amendment. Accordingly paragraph 1 had not been voted upon. If that was so, then he wished the fact recorded.

The CHAIRMAN repeated his ruling that paragraph 1 had been withdrawn and rejected. There would have been a vote on the whole if the Committee had not agreed that the first paragraph of the USSR proposal had been rejected together with all the other paragraphs.

Mr. SARPER (Turkey) reserved the right to raise the question at a plenary meeting of the Assembly.

The meeting rose at 2.25 p.m.

## **EIGHTY-SEVENTH MEETING**

*Held at Lake Success, New York, on Tuesday,  
28 October 1947, at 11 a.m.*

*Chairman: Mr. J. BECH (Luxembourg).*

### **34. Consideration of suggestions to the countries concerned with the Peace Treaty with Italy (document A/379)**

Mr. MUNIZ (Brazil), on a point of order, moved that consideration of the question of the peace treaty with Italy should be postponed.

*The Committee decided to place this item at the end of the agenda, and to proceed to deal with the problem of the independence of Korea.*

### **35. Discussion on the problem of the independence of Korea (documents A/C.1/195 and A/C.1/218)**

Mr. DULLES (United States of America) stated that, although the Japanese had evacuated Korea, the Korean people did not yet enjoy independent government.

He referred to the Cairo Declaration of December 1943 and the Potsdam Declaration of July

M. Austin. Étant donné que le premier paragraphe a été retiré et repoussé, le Président décide, contrairement à la demande du représentant de la Turquie, de ne pas mettre aux voix l'ensemble de la résolution.

M. SARPER (Turquie) demande, étant donné la décision du Président, que le procès-verbal mentionne que le premier paragraphe n'a pas été mis aux voix parce qu'il a été retiré par le représentant de l'URSS. Ce retrait représente une addition importante à l'inscription au procès-verbal demandée par le représentant de l'URSS.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) répète sa version de ce qui s'est produit: la délégation de la Pologne a soumis son amendement, qui était destiné à remplacer la première partie de la résolution de l'URSS. La délégation de l'URSS a accepté l'amendement. En conséquence, le paragraphe 1 n'a pas été mis aux voix. S'il en est bien ainsi, il souhaite que le fait soit consigné au procès-verbal.

Le PRÉSIDENT répète sa décision: le paragraphe 1 a été retiré et rejeté. L'ensemble de la proposition aurait été mis aux voix si la Commission n'avait pas décidé que le premier paragraphe de la proposition de l'URSS était rejeté ainsi que tous les autres paragraphes.

M. SARPER (Turquie) se réserve de soulever la question à une séance plénière de l'Assemblée.

La séance est levée à 14 h. 25.

## **QUATRE-VINGT-SEPTIÈME SÉANCE**

*Tenue à Lake Success, New-York,  
le mardi 28 octobre 1947, à 11 heures.*

*Président: M. J. BECH (Luxembourg).*

### **34. Examen des suggestions formulées à l'intention des États intéressés au Traité de Paix avec l'Italie (document A/379)**

M. MUNIZ (Brésil) présente une motion d'ordre tendant à remettre à plus tard l'examen de la question du traité de paix avec l'Italie.

*La Commission décide de faire figurer ce point à la fin de l'ordre du jour, et d'aborder maintenant la question de l'indépendance de la Corée.*

### **35. Discussion sur la question de l'indépendance de la Corée (documents A/C.1/195 et A/C.1/218)**

M. DULLES (États-Unis d'Amérique) déclare que le peuple coréen n'a pas encore de gouvernement autonome, bien que les troupes japonaises aient évacué la Corée.

Il rappelle les déclarations faites au Caire en décembre 1943 et à Potsdam en juillet 1945,